

enliser la volonté de combat

Or, une direction syndicale qui rejette systématiquement l'unité d'action (et cela au nom de l'anticommunisme), une direction syndicale qui s'oppose aux exigences des travailleurs et qui se prononce contre la grève, une telle direction est traitée au mouvement ouvrier et mériterait une belle étiquette jaune.

Mais si la position de la direction confédérale de F.O. a pu engendrer des hésitations, fort heureusement l'adhésion de la F.E.N. est venue donner un nouvel élan à cette journée. A ce sujet, on notera comment Fouchet s'est chargé de diminuer ou d'effacer la grève en donnant congé aux enseignants. Motif: leur permettre d'aider saluer la dépouille de Juin. Il est vrai que la manœuvre de Fouchet est banale. Nombre d'entreprises, à l'appel du ministre de l'Industrie, ont fermé leurs portes en sorte que les salariés ne sont pas considérés comme grévistes: cette petite combine les oblige à récupérer le samedi 4 février.

Quelques mots sur ce qui s'est passé à Paris. Combien de manifestants? 150.000, peut-être plus, mais le cortège était moins clairsemé que le 17 mai. Les mots d'ordre: « Nos 40 heures », « Charlot des sous », « Nationalisez la Bull », « Gestion démocratique de la S.N.C.F. ». Les travailleurs du bâtiment, avec leurs casques de travail et des drapeaux rouges, le personnel hospitalier en tenue blanche, des chants, un air de kermesse, et, de temps en temps, l'Internationale. Un peu comme le 17 mai, mais avec une ambiance moins gaie.

Dans la manifestation, l'U.N.E.F. avait envoyé une forte délégation. Aussitôt que ce groupe est apparu, le service d'ordre a crié contre « les provocateurs » et même « au fascisme » et délégué des jeunes C.G.T. pour leur taper dessus, jouant ainsi sur la jalousie entre jeunes salariés et étudiants. Mais le groupe des étudiants, applaudi, a tout de même réussi à se maintenir. Cent mètres plus loin, les gros bras de la C.G.T. ne criaient plus au fascisme, mais affirmaient qu'il y avait des pro-chinois et des anarchistes. Ce changement d'argument n'a pas ralenti les charges contre les étudiants, provoquant d'ailleurs des protestations de toutes parts, et notamment de militants C.G.T. qui firent tout pour remplacer les coups par des discussions. Cette série de charges contre les étudiants a constitué un véritable scandale: « Ce sont des méthodes policières », a-t-on entendu

crier de toutes parts, et cela est incontestable. Reconnaissons que les étudiants ont eu une attitude correcte et courageuse, laquelle en l'occurrence leur a attiré la sympathie des spectateurs et d'une petite partie du service d'ordre. Il est curieux que les journalistes du Monde aient justifié les actes du service d'ordre en affirmant que celui-ci voulait protéger la délégation de l'U.N.E.F. contre des « pro-chinois ».

Signalons aux camarades étudiants qui, le 1^{er} février, étaient dans la rue, qu'à un moment des « pro-chinois » ont quitté leurs rangs en justifiant ainsi leur fuite: « Ce sont des trotskars », et cela au moment d'une charge très violente. Dans le petit livre rouge des pensées de Mao Tsé-tung n'y a-t-il pas quelques éléments d'appréciation de ce courage révolutionnaire?

Quant à Nelly Feld, dans l'Humanité, c'est, selon elle, le vent printanier qui faisait tomber des banderoles: y compris celles de l'U.N.E.F.?

Dans l'ensemble, la manifestation était importante, mais les incidents de style stalinien qui se sont déroulés depuis la Bastille jusqu'à la République n'ont pas manqué d'être vus de tous les spectateurs: c'est la cuillerée de gouaron dans le tonneau de miel qui risque au demeurant d'avoir quelques répercussions.

Et maintenant ?

Il reste à savoir si l'intention est d'aller plus loin: doit-on s'arrêter pour que les élections se déroulent dans le calme, ou bien, au contraire, les organisations envisagent-elles de mettre de Gaulle au pied du mur, c'est-à-dire de montrer par l'action ce qu'est réellement la politique sociale de ce régime? D'une part, les nombreuses hésitations que l'on a pu observer, mais d'autre part le fait que la manifestation parisienne du 1^{er} février était mieux suivie que celle du 17 mai, tout cela traduit en clair, signifie que les salariés et surtout les syndiqués voudraient voir enfin un plan de luttes qui vise la victoire.

Reprenons donc le mot d'ordre qui se trouvait en tête de la manifestation parisienne: « Les salariés décidés à faire aboutir leurs revendications poursuivront leur action ».

Il s'agit donc d'imposer maintenant que ce mot d'ordre soit appliqué.

Antoine Vallon.

ÉLECTIONS SANS ENTHOUSIASME

L'UNITE de la gauche aurait fait de grands progrès à travers les accords bilatéraux conclus entre le P.C.F., la F.G.D.S. et le P.S.U., s'il fallait en croire la majorité des commentateurs. Une solution de rechange au régime gaulliste serait en vue. Les bulletins de vote feront le reste... et le gaullisme ne sera plus qu'un mauvais souvenir.

C'est trop beau pour être vrai. Et surtout, cela ne correspond nullement à la réalité. Le contenu électoraliste de ces accords n'est que trop évident. C'est une entente de directions faillies pour masquer leurs échecs respectifs et éviter une déroute électorale. Sans doute ces accords feront-ils illusion, et l'usure du régime y aidant, le P.C.F. et la F.G.D.S. remporteront-ils un succès relatif? Mais les problèmes ne seront pas résolus pour autant.

Il faudra une grande vague de fond pour balayer le système et conjurer un retour en force de la réaction, tel celui qui s'ensuivit après 1936 et 1945. La bourgeoisie est devenue plus consciente de ces dangers. Le capitalisme procède à la concentration de ses entreprises. L'Etat sous de Gaulle, a considérablement renforcé son emprise sur la société. Le monde est entré dans une époque d'évolutions et de transformations accélérées. Mais, il n'y a que les directions des grandes organisations ouvrières traditionnelles qui se complaisent dans la routine, la sclérose et l'immobilisme.

Leur carence est d'autant plus flagrante que la proposition de petites mesures réformatrices est devenue totalement inopérante. Le choix réel se limite entre le règne des grands monopoles et un gouvernement représentatif des travailleurs.

Tout changement profond suppose une mobilisation des grandes masses et leur organisation en comités permanents. Inversement, une telle mobilisation n'est concevable que dans une perspective de transformation du régime et de la marche au socialisme.

Face à ces impératifs de l'époque, le contenu des divers accords — PCF - FGDS, PCF - PSU, FGDS - PSU — est d'une pauvreté déconcertante. La règle commune est l'alignement au plus bas niveau: à celui de la FGDS. Celle-ci aura les mains libres pour contracter les alliances à droite du second tour, partout où elle le jugera utile et profitable. Elle n'en recevra pas moins l'appoint des suffrages communistes dans les autres circonscriptions, et nul doute que ce jeu sur les deux tableaux s'avérera profitable quant au nombre des

élus. Cela valait bien la peine que Mollet-Mitterrand-Billères posent devant les photographes au carrefour de Chateaudun.

Il ne restait plus au petit P.S.U. qu'à se hisser dans le train en marche. Ses dirigeants l'ont fait d'autant plus allégrement qu'ils ne croient plus tellement à la cause du « tiers parti » et qu'ils sont désireux, avant tout de devenir députés. D'où ce battage peu reluisant à propos de Valence. Pour laisser courir sa chance au leader Martinet, dans cette circonscription, on a imposé aux fédérations P.S.U. qu'elles s'effacent à Nîmes et à Brive en faveur d'amis de Mitterrand, à Saintes et à Montpellier devant un député sortant radical-socialiste, à Montbéliard devant Bouloche, ancien ministre de de Gaulle en congé de la S.F.I.O., pour ne citer que quelques cas marquants particulièrement significatifs.

Par cette alliance qui conduit à favoriser la F.G.D.S. aux dépens du P.C.F., le P.S.U. se place dans l'orbite de Mitterrand-Mollet et valorise les courants anticommunistes qui souhaitent gouverner demain avec Lecanuet et les indépendants. Le « parti nouveau » du « front socialiste » se trouve ainsi réduit à être une annexe de la F.G.D.S.

Cette dernière incarnation du P.S.U. achève de fermer l'impasse des prochaines élections. On y décomptera les forces sociales — non sans confusion — mais on n'y verra nulle dynamique sociale se dégager. C'est sur un autre terrain que la lutte de classes va cheminer dans la prochaine période. Et quand les bureaucrates, qui se souviennent de leur grande époque stalinienne, font matraquer les jeunes militants révolutionnaires qui manifestent leur solidarité aux grévistes, les premiers témoignent à leur façon qu'ils savent, ou pressentent, que c'est aussi là le terrain où mûrit la nouvelle direction.

G. DARMON.

CONFERENCE

du PARTI COMMUNISTE

INTERNATIONALISTE

NOTRE POSITION SUR LES ÉLECTIONS

Mardi 28 février 1967, à 20 h 30 salle des Horticulteurs - 84, rue de Grenelle, Paris (7^e) - Métro: Bac.

POUR LE CAPITALISME

nombre de mesures restrictives. Ainsi, dans son dernier message sur l'état de l'Union, Johnson a annoncé simultanément un nouvel accroissement des crédits militaires et une augmentation des impôts, ce qui est la façon la moins hypocrite d'annoncer aux travailleurs américains qu'ils ont à payer les bombes larguées sur les travailleurs vietnamiens. Cependant, en dépit de cet accroissement de la demande publique, la production industrielle croît moins vite depuis le second semestre. La hausse des prix ayant été plus rapide que celle des salaires, la croissance des dépenses de consommation privée s'est nettement ralentie. L'industrie automobile notamment a dû réduire ses programmes de production. Aussi les économistes américains ne savent-ils plus très bien ce qui caractérise principalement la situation: l'inflation ou les menaces de récession, et hésitent-ils sur les moyens d'intervention à utiliser qui sont opposés dans l'un et l'autre cas. Il est sûr, de toute manière, que le taux de croissance de l'économie américaine, dans la « meilleure » des hypothèses (celle d'une augmentation continue des crédits militaires) ne dépassera pas 3 à 4 %.

...ou récession généralisée ?

La situation du système capitaliste est donc sensiblement inverse de celle que l'on pouvait observer il y a deux ans. En Europe, à cette époque, la France et l'Italie connaissaient une stagnation que l'Allemagne, notamment, par ses importations, avait fortement contribué à limiter. Les exportations avaient joué un rôle moteur dans la relance économique de ces deux pays. En 1966, au contraire, l'Italie et la France ont soutenu une conjoncture difficile dans les autres pays par les achats qu'elles y ont fait. Doit-on alors s'attendre à ce que

l'évolution de la situation d'ensemble la ramène progressivement à sa position initiale, celle d'il y a deux ans? En fait, la France et l'Italie ne représentent avec le Japon que 20 % du potentiel économique de l'ensemble des pays capitalistes avancés. Les Etats-Unis en représentent, selon l'O.C.D.E., 50 %. Aussi, d'une part est-il prévisible que le système capitaliste va connaître un ralentissement de son taux global d'expansion durant l'année à venir; d'autre part faut-il accorder une grande attention à l'évolution de l'économie américaine qui, si elle est peu sensible aux fluctuations extérieures, exerce par contre une influence considérable sur les économies européennes par l'intermédiaire de ses importations, soit directement: exportations vers les Etats-Unis, soit indirectement: exportations vers les pays sous-développés dont le pouvoir d'achat extérieur augmente quand les U.S.A. y accroissent leurs achats, et inversement. Un retournement de conjoncture aux Etats-Unis, s'ajoutant à une stagnation de l'essentiel des économies européennes, causerait les plus graves difficultés aux pays où est maintenu un niveau relativement élevé d'expansion: l'Italie et la France. Dès maintenant, d'ailleurs, il est clair que le tassement de la croissance de la production industrielle dans ce dernier pays, au cours du second semestre 1966, a partiellement sa cause dans la conjoncture défavorable des pays voisins.

Et les salaires ?

Au déficit commercial français sont venues s'ajouter, depuis octobre, des sorties de capitaux étrangers provoquant une diminution des réserves publiques de change qui avaient atteint un maximum au cours du troisième trimestre. Les causes de ce phénomène sont différentes:

stabilisation de la livre sterling entraînant le retour vers Londres de capitaux qui, dans un souci de sécurité, avaient été temporairement placés à Paris; faiblesse relative du taux d'intérêt pratiqué en France, provoquant le départ, vers des pays où il est plus élevé, de capitaux à la recherche d'une rémunération plus forte.

La première conséquence de la conjugaison de ces facteurs a été de priver de Gaulle d'un moyen de pression sur les Etats-Unis en stoppant la conversion de dollars en or. Mais, à court terme, les conséquences directes en sont peu graves, l'importance du stock d'or de la Banque de France lui permettant de faire face à un déficit prolongé. Cependant, certaines mesures auront sans doute à être prises pour éviter que les résultats du plan de stabilisation en ce domaine ne soient remis en cause (comme ils l'ont été les fois précédentes) et que des causes internes ne viennent s'ajouter aux causes externes du fléchissement des exportations, accentuant ses conséquences néfastes sur le niveau de la production. A cet égard, les « assises nationales du commerce extérieur », qui se tiennent fin janvier-début février à Paris, aboutiront sans aucun doute à définir de nouveaux « stimulants » aux exportations qui viendront s'ajouter à ceux qui existent déjà: réforme des modes de crédit à l'exportation, garantie donnée aux investissements lorsqu'ils sont liés à des exportations... Surtout, pour éviter une détérioration de la sacro-sainte compétitivité de l'économie, le contrôle des prix sera renforcé. Cela signifie que le gouvernement sera plus avare d'aumônes budgétaires lorsque les élections seront passées. Cela signifie surtout que la police des salaires sera renforcée. On s'en apercevra dans les commissions Grégoire.

Jean DEVAUX.